



LE 6 NOVEMBRE, LES RETRAITÉ·ES DANS L'ACTION

Contre le Projet de Loi de Finances 2026 et le Budget de la Sécurité Sociale 2026 !

Le projet de budget 2026 du gouvernement Lecornu bis reprend les mesures d'austérité du projet Bayrou et ce sont les personnes en retraite qui sont les plus visées :

- **Gel des pensions en 2026 et sous-indexation probablement jusqu'en 2030 !** Le Medef appuie le gouvernement par le gel de la retraite complémentaire Agirc-Arrco. C'est une perte de pouvoir d'achat de 1,4 % en 2026 (montant prévu de l'inflation).
- **Suppression de l'abattement de 10 % remplacé par un forfait de 2000 euros, d'où l'augmentation** aggravée par le gel des barèmes de l'impôt sur le revenu et de la CSG. Des personnes non imposables le deviendront et perdront des prestations sociales.
- **Doublément des franchises médicales**, ce qui augmente le reste à charge sur les médicaments, les consultations, les actes paramédicaux, les transports sanitaires. Il frappe en premier les personnes âgées, qui sont celles qui ont le plus besoin de se soigner, qui représentent 43 % des personnes en ALD et l'Affection de Longue Durée est remise en cause.
- **Gel de l'ASPA, l'allocation de Solidarité aux Personnes Âgées**, le minimum vieillesse des retraité·es les plus modestes.
- **Recul des services publics dont les retraité·es ont particulièrement besoin, des hôpitaux**, qui subissent encore des suppressions d'effectifs. Les associations, pourtant fort utiles, subissent des coupes énormes dans les aides et subventions.

L'année blanche coûtera en moyenne 350 € par an à un ménage dont la personne de référence est un·e retraité·e : 320 € de baisse de pension, 20 € de hausse d'impôt, 10 € de prestations sociales. **Ce sont les retraité·es les plus touché·es**, mais un·e salarié·e perdra aussi 105 €, et un·e chômeur·se 180 €.

Malgré le succès des journées d'action du 18 septembre et du 2 octobre où les retraité·es ont pris toute leur place, les gouvernements maintiennent leur politique d'austérité et refusent d'augmenter les recettes de l'État et de la Sécurité Sociale pour plus de justice fiscale et sociale.

Les retraité·es de nos organisations syndicales et associatives n'acceptent pas cet acharnement, quand, pendant le même temps, les plus riches continuent de s'enrichir outrageusement.

Concernant la réforme des retraites combattue depuis 2023, nous prenons acte de sa suspension, mais réaffirmons l'exigence de son abrogation.

Nos organisations appellent toutes et tous les retraité·es à se mobiliser le 6 novembre partout sur le territoire, pour exiger un budget 2026 de rupture qui réponde aux exigences du monde du travail, salarié·es, retraité·es, privé·es d'emploi et précaires, notamment aux revendications des retraité·es :

- L'indexation des pensions à minima sur l'inflation au 1^{er} janvier 2026.
- La revalorisation des pensions indexées sur le salaire moyen.
- Le maintien de l'abattement fiscal de 10%.
- La revalorisation des prestations sociales à minima du niveau de l'inflation.
- L'abandon du doublément des franchises médicales.
- Le maintien et le développement des services publics sur l'ensemble du territoire.

JEUDI 6 novembre, RASSEMBLEMENT

10h30 à NANTES Place de Bretagne

**suivi d'une manifestation vers la Préfecture
pour la satisfaction des revendications des retraité·es**